

pas un nombre proportionné à sa grandeur, n'entrerait point dans les ports. Mais s'ils viennent à périr dans la traversée, il suffit qu'on en montre les têtes, pour être admis à vendre toute espèce de comestibles. Une loi défend de donner à ces navigateurs autre chose en paiement que des sirops et des eaux-de-vie de sucre : elle est peu respectée. Les nouveaux Anglais, avec le droit qu'ils ont usurpé d'importer tout ce qu'ils veulent, exportent les denrées les plus précieuses de la colonie, et se font encore livrer de l'argent, ou des lettres de change sur l'Europe. Tel est le droit de la force, dont les peuples républicains usent, non-seulement avec les autres nations, mais entre eux. Les Anglais agissent à peu près avec les Hollandais, comme firent les Athéniens à l'égard des Méliens : *De tout temps, le plus faible cède au plus fort*, disait Athènes aux insulaires de Mélos ; *nous n'avons pas fait cette loi ; elle est aussi vieille que le monde et durera autant que lui*. Cette même raison, qui sied si bien à l'injustice, fit qu'Athènes fut à son tour subjuguée par Lacédémone, et détruite par les Romains.

xxviii.
Les pertes
que font les
Hollandais
doivent
rendre la
république
très-attentive
sur ses
possessions
d'Amérique.

Les Provinces-Unies n'ont pas donné à leurs possessions de l'autre hémisphère l'attention qu'elles méritaient, quoique les brèches que recevait coup sur coup leur fortune fussent bien propres à leur ouvrir les yeux. Si le tourbillon de sa prospérité n'eût aveuglé la république, elle aurait aperçu dans la perte du Brésil les pre-

mières sources de sa décadence. Dépouillée de cette vaste possession, qui, dans ses mains, pouvait devenir la première colonie de l'univers, qui devait couvrir le vice ou la petitesse de son territoire d'Europe, elle se vit réduite à n'être que ce qu'elle était avant cette conquête, le facteur des nations. Alors se forma, dans la masse de ses richesses réelles, un vide que rien n'a rempli depuis.

Les suites de l'acte de navigation que fit l'Angleterre, ne furent pas moins funestes à la Hollande. Dès lors, cette île cessant d'être tributaire du commerce de la république, devint sa rivale, et bientôt acquit sur elle une supériorité décidée en Afrique, en Asie, en Amérique.

Si les autres nations avaient adopté la politique anglaise, la Hollande touchait au terme de sa ruine. Heureusement pour elle, les rois ne conquirent pas, ou ne voulurent pas assez la prospérité de leurs peuples ; cependant, à mesure que les lumières ont pénétré dans les esprits, chaque gouvernement a tenté d'entreprendre le commerce qui lui était propre : tous les pas qu'on a faits dans cette carrière ont resserré l'essor de la Hollande. La marche actuelle fait présumer que chaque peuple aura tôt ou tard une navigation relative à la nature de son territoire, à l'étendue de son industrie. A cette époque, où tout semble entraîner le destin des nations, le Hollandais, qui a dû sa fortune autant à l'indolence et à

l'ignorance de ses voisins, qu'à son économie, à son expérience, se trouvera réduit à sa pauvreté naturelle.

Il n'appartient pas sans doute à la prévoyance humaine d'empêcher cette révolution; mais il ne fallait pas la précipiter, comme l'a fait la république, en cherchant à jouer un rôle principal dans les troubles qui ont si souvent agité l'Europe. La politique intéressée de notre siècle lui aurait pardonné les guerres qu'elle a entreprises ou soutenues pour l'utilité de son commerce; mais comment approuver celles où son ambition démesurée, et des inquiétudes mal fondées, ont pu l'engager? Il a fallu qu'elle recourût à des emprunts excessifs. Si l'on réunit les dettes séparément contractées par la généralité, par les provinces, par les villes, dettes également publiques, on trouvera qu'elles s'élèvent à deux milliards, dont l'intérêt, quoique réduit à deux et demi pour cent, a prodigieusement augmenté la masse des impôts.

D'autres examineront peut-être si ces taxes ont été judicieusement placées, si elles sont perçues avec l'économie convenable. Il suffit ici d'observer que leur effet a été de renchérir si fort les denrées de premier besoin, et par conséquent la main d'œuvre, que l'industrie nationale en a souffert la plus rude atteinte. Les manufactures de laine, de soie, d'or et d'argent, une foule d'autres ont succombé, après avoir

lutté long-temps contre la progression de l'impôt et de la cherté. Quand l'équinoxe du printemps amène à la fois les hautes marées et la fonte des neiges, un pays est inondé par le débordement des fleuves; dès que la multitude des impôts fait hausser le prix des vivres, l'ouvrier, qui paie davantage ses consommations, sans gagner plus de salaire, déserte les fabriques et les ateliers. La Hollande n'a sauvé du naufrage que celles de ses manufactures qui n'ont pas été exposées à la concurrence des autres nations.

L'agriculture de la république, s'il est permis d'appeler de ce nom la pêche du hareng, n'a guère moins souffert. Cette pêche, qu'on appela long-temps la mine d'or de l'état, à cause de la quantité d'hommes qu'elle faisait vivre, que même elle enrichissait, a non-seulement diminué de la moitié, mais ses bénéfices, de même que ceux de la pêche de la baleine, se sont réduits peu à peu à rien: aussi n'est-ce point avec de l'argent que ceux qui soutiennent ces deux pêches forment les intérêts qu'ils y prennent. Il n'y a d'associés que les négocians qui fournissent les vaisseaux, les agrès, les ustensiles, les approvisionnemens. Leur profit ne consiste guère que dans la vente de ces marchandises, dont ils sont payés par le produit de la pêche, qui donne rarement quelque chose au-delà des frais de l'armement. L'impossibilité où est la Hollande de faire un usage plus utile de ses nombreux capitaux, a

seule sauvé les restes de cette source primitive de la prospérité publique.

L'énormité des droits, qui a détruit les manufactures de la république, et réduit à si peu de chose le bénéfice de ses pêcheries, a beaucoup resserré sa navigation. Les Hollandais tirent toujours de la première main les matériaux de leur construction ; ils parcourent rarement les mers sur leur lest ; ils vivent avec une extrême sobriété. La légèreté de la manœuvre de leurs navires leur permet d'avoir des équipages peu nombreux ; et ces équipages, toujours excellents, se forment à bon marché par l'abondance des matelots qui couvrent un pays où tout est mer ou rivage. Malgré tant d'avantages soutenus du bas prix de l'argent, ils se sont vus forcés de partager le fret de l'Europe avec le Suédois, avec le Danois, surtout avec les Hambourgeois, chez qui tous les leviers de la marine ne sont pas grevés des mêmes charges.

Les commissions ont diminué dans les Provinces-Unies, en même temps que le fret qui les amène. Lorsque la Hollande fut devenue un grand entrepôt, les marchandises y furent envoyées de toutes parts, comme au marché où la vente était la plus prompte, la plus sûre, la plus avantageuse. Les négocians étrangers les y faisaient passer souvent pour leur compte, d'autant plus volontiers qu'ils y trouvaient un crédit peu cher, jusqu'à la concurrence des deux tiers, des

trois quarts de la valeur de leurs effets. Cette pratique assurait aux Hollandais le double avantage de faire valoir leurs fonds sans risque et d'obtenir une commission. Les bénéfices du commerce étaient alors si considérables, qu'ils pouvaient soutenir ces frais. Les gains sont tellement bornés, depuis que la lumière a multiplié les concurrents, que le vendeur doit tout faire passer au consommateur, sans l'intervention d'aucun agent intermédiaire ; que si, dans quelques occasions, il convient d'y recourir, on préférera, toutes choses d'ailleurs égales, les ports où les marchandises ne paient aucun droit d'entrée et de sortie.

La république a vu sortir aussi de ses mains le commerce d'assurance, qu'elle avait fait autrefois, pour ainsi dire, exclusivement. C'est dans ses ports que toutes les contrées de l'Europe faisaient assurer leurs cargaisons, au grand avantage des assureurs, qui, en divisant, en multipliant leurs risques, manquaient rarement de s'enrichir. A mesure que l'esprit d'analyse s'est introduit dans toutes les idées, soit de philosophie, soit d'économie, on a senti partout l'utilité de ces spéculations : l'usage en est devenu familier et général ; et ce que les autres peuples ont gagné, la Hollande l'a perdu nécessairement.

De ces observations, il résulte que toutes les branches du commerce de la république ont souffert d'énormes diminutions. Peut-être même auraient-elles été la plupart anéanties, si la masse

de son numéraire et son extrême économie ne l'eussent mise en état de se contenter d'un bénéfice de trois pour cent, auquel nous pensons qu'on doit évaluer le produit de ses affaires. Un si grand vide a été rempli par le placement d'argent que les Hollandais ont fait en Angleterre, en France, en Autriche, en Saxe, en Danemarck, en Russie même, et qui peut monter à seize cents millions de livres.

L'état proscrivit autrefois cette branche de commerce, devenue depuis la plus importante de toutes. Si la loi eût été observée, les fonds qu'on a prêtés à l'étranger seraient restés sans emploi dans le pays, parce que le commerce y trouve en si grande quantité les capitaux qui peuvent y être employés, que pour peu qu'on y ajoutât, loin de donner du bénéfice, il deviendrait ruineux par l'excès de la concurrence. La surabondance de l'argent aurait élevé dès lors les Provinces-Unies à ce période, où l'excès des richesses est suivi de la pauvreté. Des milliers de capitalistes n'auraient pas eu de quoi vivre au milieu de leurs trésors.

La pratique contraire a fait la plus grande ressource de la république. Son numéraire, prêté aux nations voisines, lui a procuré tous les ans une balance avantageuse, par le revenu qu'il lui a formé. La créance existe toujours entière, et produit toujours les mêmes intérêts.

On n'aura pas la présomption de calculer com-

bien de temps les Hollandais jouiront d'une situation si douce. L'évidence autorise seulement à dire que les gouvernemens, qui, pour le malheur des peuples, ont adopté le détestable système des emprunts, doivent tôt ou tard l'abjurer; et que l'abus qu'ils en ont fait, les forcera vraisemblablement à être infidèles. Alors la grande ressource de la république sera dans sa culture.

Cette culture, quoique susceptible d'augmentation dans le pays de Bréda, de Bois-le-Duc, de Zutphen et dans la Gueldre, ne saurait jamais devenir fort considérable. Le territoire des Provinces-Unies est si borné, qu'un sultan avait presque raison de dire, en voyant avec quel acharnement les Hollandais et les Espagnols se le disputaient, que s'il était à lui, il le ferait jeter dans la mer par ses pionniers. Le sol n'en est bon que pour les poissons, qui le couvraient avant les Hollandais. On a dit, avec autant d'énergie que de vérité, que les quatre élémens n'y étaient qu'ébauchés.

L'existence de la république en Europe est précaire par sa position locale, au milieu d'un élément capricieux et violent qui l'environne, qui la menace sans cesse, et contre lequel elle est obligée d'entretenir des forces aussi dispendieuses, qu'une nombreuse armée; par des voisins redoutables, les uns sur les mers, les autres sur le continent; par l'ingratitude d'un sol qui ne lui fournit rien de ce qu'exige le besoin absolu

de tous les jours. Sans richesse qui lui soit propre, ses magasins, aujourd'hui pleins de marchandises étrangères, demain seront vides ou resteront surchargés, lorsqu'il plaira aux nations, ou de cesser de leur en fournir, ou de cesser de leur en demander. Exposés à toutes sortes de disettes, ses habitans seront forcés de s'expatrier ou de mourir de faim sur leurs coffres-forts, si l'on ne peut les secourir, ou si on leur refuse des secours. S'il arrive que les peuples s'éclaircissent sur leurs intérêts, et se résolvent à porter eux-mêmes leurs productions aux différentes contrées de la terre, et en rapporter sur leurs vaisseaux celles qu'ils en recevront en échange, que deviendront des voituriers inutiles? Privées des matières premières, dont les possesseurs sont les maîtres de prohiber l'exportation ou de les porter à un prix exorbitant, que deviendront ses manufactures? Soit que la destinée d'une puissance dépende de la sagesse des autres puissances, ou qu'elle dépende de leur folie, elle est presque également à plaindre. Sans la découverte du Nouveau-Monde, la Hollande ne serait rien; l'Angleterre serait peu de chose; l'Espagne et le Portugal seraient puissans; la France serait ce qu'elle est et qu'elle restera à jamais, sous quelque maître, sous quelque gouvernement qu'elle passe. Une longue suite de calamités peut la plonger dans le malheur; mais ce malheur ne sera que momentané, la nature travaillant perpétuel-

lement à réparer ses désastres. Et voilà l'énorme différence entre la condition d'un peuple indigent, et la condition d'un peuple riche par son territoire. Ce dernier peut se passer de toutes les nations, qui ne peuvent guère se passer de lui. Il faut que sa population s'accroisse sans cesse, si une mauvaise administration n'en ralentit pas les progrès: plusieurs années successives d'une disette générale ne le jetteront que dans un malaise passager, si la prudence du souverain y pourvoit. Il n'a presque aucun besoin d'alliés; la politique combinée de toutes les autres puissances lui laisserait ses denrées, qu'il n'éprouverait que l'inconvénient du superflu et la diminution de son luxe; effet qui tournerait au profit de sa force qu'il énerve, et de ses mœurs qu'il a corrompues. La véritable richesse, il l'a; il n'a pas besoin de l'aller chercher au loin. Que peut, pour ou contre son bonheur, la surabondance ou la rareté du métal qui la représente? Rien.

Privée de ces avantages en Europe, la république doit les demander à l'Amérique. Ses colonies, quoique fort inférieures aux établissemens que la plupart des autres peuples y ont formés, lui donneront des productions dont elle aura seule la propriété. Devenue une puissance territoriale, elle entrera en concurrence dans tous les marchés avec les nations dont elle ne faisait que voiturier les denrées. Les Provinces-Unies, élevées à la dignité d'état, cesseront enfin de n'être

qu'un grand magasin. Elles trouveront dans l'autre hémisphère la consistance que le nôtre leur refusait. Voyons si le Danemarck aura les mêmes besoins et les mêmes ressources.

xxix.
Révolutions
qui
ont changé
la face du
Danemarck.

Le Danemarck et la Norwége, réunis aujourd'hui dans une même monarchie, formaient deux états différens au huitième siècle. Tandis que le premier se distinguait par la conquête de l'Angleterre et par d'autres entreprises hardies, le second peuplait les Orcades, les îles de Feroé et l'Islande. Ses actifs habitans, pressés par cette inquiétude qui avait toujours agité les Scandinaves leurs ancêtres, s'établirent vers la fin du dixième siècle dans le Groënland, découvert quelques années auparavant par les navigateurs de leur nation, et qu'on a de fortes raisons d'attacher au continent de l'Amérique. On croit même entrevoir à travers les ténèbres historiques répandues sur les monumens du nord, que ces hardis navigateurs poussèrent dans le onzième siècle leurs courses jusqu'aux côtes du Labrador et de Terre-Neuve, et qu'ils y jetèrent quelques faibles peuplades. Il est donc vraisemblable que les Norvégiens peuvent disputer à Christophe Colomb la gloire d'avoir découvert le Nouveau-Monde. Mais ils y étaient sans le savoir.

Les guerres qu'essuya la Norwége jusqu'à ce qu'elle fût réunie au Danemarck; les obstacles que le gouvernement opposa à sa navigation; l'oubli et l'inaction où tomba cette nation entre-

prenante, lui firent perdre avec ses colonies du Groënland, les établissemens ou les relations qu'elle pouvait avoir aux côtes de l'Amérique.

Les Danois s'établirent de nouveau dans le Groënland en 1721. Avant d'arriver à cette région, il faut traverser un océan rempli de glaces flottantes, qui occupent le plus souvent deux cents lieues de long sur soixante et quatre-vingts de large. On ignore où se forment, d'où viennent ces glaces, qui ressemblent quelquefois à des montagnes, quelquefois à des plaines, et qui ont le plus souvent des formes bizarres. Ce qui est certain, c'est qu'elles se pressent, se heurtent, se brisent, s'écartent, se rejoignent, s'entassent, selon la direction qu'elles reçoivent des vents et des courans. Il peut arriver qu'un navire, obligé de les traverser pour se rendre à sa destination, soit croisé, investi, mis en pièces dans sa route; mais ce malheur est plus rare qu'on ne serait porté à le penser. Comme on voit de loin les glaces, et qu'elles sont à une assez grande distance les unes des autres, un navigateur attentif et intelligent parvient à les éviter, à moins qu'un brouillard épais ne les dérobe à sa vue, ou qu'une tempête violente ne pousse et ne brise les vaisseaux contre ces écueils mouvans.

Entre la mer Glaciale à l'orient, et le détroit de Davis au couchant, le Groënland s'avance et s'étend depuis le cinquante-neuvième degré de latitude jusqu'au soixante dix-huitième; c'est du